



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52968

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

revalorisation. Que la machinerie diplomatique, toute entière héritée de l'ancien régime, n'ait rien vu de mal à cela ne doit pas surprendre. Plus étonnant est sans doute le fait que les hommes politiques de Weimar n'aient pas semblé réellement saisir ce qui était en jeu et aient laissé un organe gouvernemental mener une telle politique.

Quelques rares leaders l'avaient pourtant perçu en 1919, qui avaient souhaité que les fautes des anciens dirigeants soient ouvertement dénoncées: Scheidemann, Erzberger, et surtout Kautsky et Bernstein. La décision prise de créer une commission parlementaire d'enquête aurait pu y contribuer. Et pourtant ce ne fut pas le cas, loin de là. D'abord parce que les ennemis du nouveau régime surent remarquablement utiliser ce forum, avec l'esclandre soigneusement mis en scène de Hindenburg devant la 2^e sous-commission, pour accuser les démocrates d'avoir causé la défaite de l'Allemagne. Ensuite, parce que l'*Auswärtiges Amt* sut prendre en mains les travaux des parlementaires réfugiés dans le huis-clos.

Suivant pas à pas les travaux des quatre sous-commissions qui se sont penchées sur les questions de la préhistoire du conflit, des possibilités de paix pendant la guerre, des atteintes au droit des gens et de la défaite finale, Ulrich Heinemann montre bien comment les diplomates ont su influencer sur le cours des travaux. Il y eut quelques cas de rétention de documents sensibles. Il y eut des pressions constantes, afin de dissuader les enquêteurs d'aller trop avant dans certaines directions, et cela bien entendu au nom de «l'intérêt national»: point de vue que tous les parlementaires finirent par admettre, même si les socialistes furent amenés à se désolidariser à plusieurs reprises de conclusions par trop lénifiantes. Loin de mettre en cause les anciens dirigeants, la commission finit par justifier leur action, ce qui apporta au mouvement révisionniste la caution du parlement.

L'échec de toute remise en cause critique du passé devait ancrer solidement l'opinion dans la conviction que l'Allemagne n'avait pas à rechercher la conciliation ou le compromis, puisqu'elle n'avait rien à se reprocher. L'étranger, devant le phénomène, y gagna la certitude d'avoir à faire avec une «Allemagne éternelle» toujours dangereuse. Les républicains, par attachement conformiste au passé, facilitèrent la montée du nationalisme le plus extrême, contribuant ainsi à ruiner le système politique de Weimar.

Pierre JARDIN, Paris

Michael STÜRMER (Hg.), *Die Weimarer Republik, belagerte Civitas*, 2. erw. Auflage, Königstein [Athenäum] 1985, 411 p.

Si l'historiographie allemande, plus que la française, excelle dans le genre du *Sammelband*, c'est d'abord que la recherche, particulièrement dynamique outre-rhin, s'y appuie sur un réseau très dense de revues. La matière première ne manque donc pas pour ce produit intermédiaire entre l'article isolé et la monographie. Ceci dit, le *Sammelband* n'est pas seulement apprécié comme première sélection et synthèse d'un matériau scientifique abondant et éparpillé, il sert aussi la cause d'un enseignement moins préoccupé d'encyclopédisme – donc moins friand de manuels – que de sensibilisation à la méthodologie par l'étude de cas significatifs.

Cette double fonction d'instrument de travail et de *Studienbuch* a longtemps été remplie de façon exemplaire par l'aujourd'hui défunte *Neue Wissenschaftliche Bibliothek*¹, collection dans laquelle le livre de Stürmer a été initialement édité en 1980. Il est vrai que les volumes à la caractéristique reliure jaune étaient d'autant plus fascinant qu'ils étaient souvent bien davantage que d'excellents recueils de «morceaux choisis». La «serie jaune» n'évitait aucune

¹ Précisons qu'il y eut quand même des voix pour dire que par-delà le national-socialisme, la mesure visait les deux bases de l'impérialisme allemand: la grande propriété foncière et l'industrie lourde prussiennes.

controverse importante, elle abordait les problèmes de méthode, cherchait à transcender les limites de la discipline² et, dirigée qu'elle était par H.-U. Wehler, faisait bien entendu la part belle à la «nouvelle histoire» d'alors, l'histoire sociale en pleine renaissance à la fin des années 60.

Par comparaison, le livre de Stürmer, fidèle jusqu'aux (rares) coquilles à l'édition de 1980³ est un peu décevant. Déception toute relative car les 19 contributions, regroupées sous trois têtes de chapitre (le Reich et les puissances, industrie et culture politique et la crise des années 30) émanent toutes d'historiens de renom. Mais pourquoi ces sujets et pas d'autres? Dans son introduction, STÜRMER passe en revue avec beaucoup d'élégance, mais non sans maniérismes de style, à la fois les différentes hypothèses de la recherche sur la chute de Weimar et, à travers leur émergence successive, les étapes de l'historiographie, éclairées à partir du contexte socio-politique dans lequel elles s'inscrivent. L'intention, certes avant tout descriptive, n'aurait cependant pas dû dispenser l'auteur de se situer lui-même dans cette brillante mise en perspective, ne serait-ce que pour nous renseigner sur l'*Erkenntnisinteresse* présidant à son livre. Quant à la justification furtive de la préface selon laquelle, tout en sachant que Bonn n'est pas Weimar, les trois grands thèmes structurant l'ouvrage fourniraient à l'observateur d'aujourd'hui des références historiques pour nourrir une réflexion sur l'avenir, elle fait l'effet d'être bien rhétorique. Annonçait-elle déjà le futur conseiller politique derrière l'historien? Plus prosaïquement, et comme Stürmer l'indique lui-même également dans la préface, le choix des articles était limité par l'abondance des *Sammelbände* de synthèse déjà parus: un volume d'E. Kolb dans la même collection sur la fin de la première guerre et l'installation de la République⁴, les actes des symposiums de Bochum et de Berlin⁵ qui avaient surtout thématisé les rapports entre économie et politique, ce à quoi il faut ajouter les résultats du colloque de Cologne (auquel Stürmer participait) dressant un bilan global de la recherche sur Weimar, édités la même année que le livre qui nous intéresse⁶.

L'étonnant, c'est que malgré un choix opéré d'abord par élimination, Stürmer ait réussi à constituer un ensemble remarquablement homogène. Une qualité essentielle des différentes contributions, indépendamment de leur valeur intrinsèque, est d'offrir davantage que n'annonce leur titre, en d'autres termes de décloisonner les différentes thématiques. D'un article à l'autre le lecteur trouve des informations ou des approches complémentaires, peut établir des correspondances. C'est par exemple le cas à propos du problème depuis longtemps controversé du rôle de Brüning, considéré soit comme dernier chancelier démocrate avant la dissolution du régime, soit comme premier des chanceliers contribuant à son effondrement. Le sujet avait déjà été abordé dans un volume de la *Neue Wissenschaftliche Bibliothek* édité par G. Jasper en 1968⁷, mais la parution en 1970 des mémoires de l'ancien chancelier et la relance de la controverse qui s'en suivit justifie qu'on s'y arrête de nouveau. Avec l'article de W. CONZE, Stürmer illustre la position de ceux qui continuent de voir en Brüning un homme recourant certes aux méthodes autoritaires, mais pour sauver la démocratie. Mais alors que la contribution de G. SCHULZ, écrite initialement pour introduire une édition de documents, tout

2 Qu'on pense par exemple aux volumes sur histoire et psychologie, histoire et psychanalyse, l'impérialisme etc. Parmi les titres disparus avec la collection, on souhaiterait notamment voir réédités le volume de T. SCHIEDER, sur la première guerre mondiale qui réunit entre autres les matériaux essentiels de la Fischer-Kontroverse et celui de G. ZIEBURA/H.-G. HAUPT sur l'Etat et la société en France.

3 La nouvelle édition ne diffère que par un court complément bibliographique.

4 E. KOLB, *Vom ersten Weltkrieg zur Weimarer Republik*, Köln 1972.

5 H. MOMMSEN, D. PETZINA, B. WEISBROD (Hg.), *Industrielles System und politische Entwicklung*, Düsseldorf 1974; O. BÜSCH, G. D. FELDMANN (Hg.), *Historische Prozesse der deutschen Inflation 1914 bis 1924*, Berlin 1978.

6 K.-D. ERDMANN/H. SCHULZE (Hg.), *Weimar, Selbstpreisgabe einer Demokratie. Eine Bilanz heute*, Düsseldorf 1980.

7 G. JASPER (Hg.), *Von Weimar zu Hitler 1930-1933*, Köln/Berlin 1968.

en confrontant de façon très critique la réalité de l'action gouvernementale à la version donnée par les mémoires, ne prend pas nettement position dans la querelle, c'est dans la contribution de H. BOLDT, consacrée à l'article 48 de la constitution, qu'on trouve le point de vue opposé, d'ailleurs partagé par Stürmer lui-même (cf. p. 26). On apprécie également qu'à l'analyse désormais classique de P. GAY sur les courants de l'idéologie politique de droite et la production culturelle qu'ils sous-tendent comme une peur de la modernité, comme une « gigantesque régression » collective (p. 231) répondent les développements de C. MAIER qui examine entre autres la perception du changement technologique et son influence ambivalente sur les idéologies politiques et l'activité artistique (qu'on pense par ex. à la fascination exercée par la technique sur les futuristes italiens, en partie futurs fascistes). Il y a là de quoi nourrir une réflexion sur le paradigme spécifique aux années vingt du « conservatisme révolutionnaire » et, dans un autre ordre d'idées, de quoi inciter, comme on s'y est essayé dans les années 70, à évaluer le changement social sous les régimes fascistes et national-socialiste à l'aune des théories de la modernisation.

Et puisqu'avec C. Maier les problèmes sont déjà abordés au niveau international, soulignons pour un dernier exemple l'intérêt du chapitre « Das Reich und die Mächte ». Un article de K. HILDEBRAND sur le Reich et l'Union soviétique pratique avec une grande hauteur de vues l'analyse classique des relations diplomatiques fondée sur la géopolitique et le concept de raison d'Etat. Ainsi, pour Hildebrand la contradiction première de la politique extérieure allemande, d'où découlent les différentes options praticables et pratiquées, c'est celle entre une « raison d'Etat intérieure » tournée vers l'ouest (par les valeurs qui sous-tendent le régime politique) et d'une « raison d'Etat extérieure » orientée vers l'est. Comme l'auteur n'analyse le déroulement des rapports germano-soviétiques qu'après avoir examiné tour à tour le système des objectifs et des options extérieures de chacun des deux partenaires, il esquisse en fait sur ces bases méthodologiques le cadre général des relations internationales en Europe. Les autres contributions embrassent aussi largement les problèmes du système international puisqu'avec W. LINK traitant des relations germano-américaines et S. A. SHUKER des rapports franco-allemands, on a les deux pôles opposés du champ de forces au centre duquel se trouve l'Allemagne, la politique allemande de la Grande-Bretagne étant analysée par G. NIEDHART. Mais cette fois-ci, les relations internationales sont abordées sous l'angle des déterminants économiques, dont C. L. Holtfrerich quantifie par ailleurs un aspect... capital (Amerikanischer Kapitalexport und Wiederaufbau der deutschen Wirtschaft). Thématiquement et méthodologiquement, ces quatre contributions forment un complexe très intéressant illustrant la richesse des apports récents de l'histoire économique à la connaissance de l'entre-deux-guerres. Au lecteur qui, dans cette direction de recherche, voudrait plus encore replacer les problèmes allemands dans un contexte global, signalons deux titres absents de la nécessairement succincte bibliographie: D. Artaud, La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe, Paris 1978, et surtout le livre trop peu remarqué de G. Ziebura, Weltwirtschaft und Weltpolitik 1922/24-1931, Frankfurt 1984.

A l'usage et particulièrement à l'épreuve, redoutable pour un *Sammelband*, d'une lecture exhaustive, la sélection de Stürmer s'avère donc particulièrement stimulante. Si elle le reste cinq ans après la première édition, c'est malgré une introduction un peu décevante parce qu'il a su choisir des thèmes nourrissant aujourd'hui encore des débats fructueux. C'est bien sûr le cas pour la controverse sur le rôle de Brüning (au sujet de laquelle on aurait souhaité trouver dans le complément bibliographique l'article de U. Wengst, Heinrich Brüning und die « konservative Alternative », et la réponse de J. Becker, Geschichtsschreibung im politischen Optativ (aus Politik und Zeitgeschichte 13/12/1980), ainsi que pour la discussion sur la continuité dans l'histoire allemande, illustrée ici par deux articles classiques de K. Hildebrand et T. Nipperdey et ravivée depuis par la parution de D. Blackburn/G. Eley, Mythen der deutschen Geschichtsschreibung, Frankfurt 1980 (cf. p. ex. les joutes passionnées entre H.-U. Wehler et G. Eley ainsi que l'intervention de H. U. Winkler dans Merkur 5, 7 et 8/1981);

c'est enfin et surtout le cas de la discussion déclenchée par la contribution de K. BORCHARDT sur les faiblesses structurelles de l'économie allemande entre les deux guerres (*Zwangslagen und Handlungsspielräume in der großen Wirtschaftskrise der frühen dreißiger Jahre; zur Revision des überlieferten Geschichtsbildes*). Elle n'a cessé de s'amplifier jusqu'à constituer le thème principal du numéro 3/1985 de la revue *Geschichte und Gesellschaft*. Il est vrai que les thèmes débattus sont on ne peut plus actuels, puisqu'ils touchent entre autres au rôle de l'État dans l'économie, au problème de l'endettement public, à l'impact de la politique sociale et de l'évolution salariale sur la croissance. On peut donc souscrire ici à la remarque de Michael Stürmer: l'histoire est à même de nourrir la réflexion sur le présent et sur l'avenir – en ajoutant toutefois que plus le débat est politique, plus elle risque non seulement de le servir, mais aussi de lui servir.

Alain LATTARD, Paris

Geneviève BILLETER, *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919–1939)*, Genève (Droz) 1985, 268 S.

Am Ende des Ersten Weltkriegs war die Machtposition der Unternehmer in Betrieb und Gesellschaft erheblich ins Wanken geraten, traditionelle Herrschaftstechniken und Legitimationen hatten an Glaubwürdigkeit und Wirkung eingebüßt. Die Vf. fragt nun, wie die Arbeitgeber der Metall- und Maschinenbauindustrie sowie ihre Verbände in den folgenden zwei Jahrzehnten ihre Machtposition wieder festigten; mit welchen Herrschaftstechniken und Legitimationsstrategien sie ihre Ziele und Machtansprüche unter den neuartigen Bedingungen zu erreichen suchten. Sie untersucht die Modernisierung eines patriarchalisch-autoritären Managementstils im Unternehmen selbst, den Wandel der Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern, sowie das Verhältnis der Unternehmer zu Staat und bürgerlichen Interessengruppen. Die Modernisierung der Unternehmerstrategien bezog sich nicht bloß auf eine technische und sozial-organisatorische Rationalisierung der Betriebe, sondern sehr wesentlich auch auf eine Beeinflussung des Denkens und Verhaltens der Arbeitnehmer. Billeter's Ausführungen über Versicherungswesen, Personalzeitungen und Arbeiterkommissionen verweisen darauf, wie die Unternehmer den Arbeiter zur Akzeptierung privatkapitalistischer Wirtschaftsrationalität und »bürgerlicher« Sozialmoral zu überreden trachteten. Zu den Beeinflussungsstrategien im Betrieb gesellten sich neue und alte Überzeugungstechniken im Bereich von Politik und veröffentlichter Meinung, die Billeter in Kapiteln über Presse, Parlament und außerparlamentarische Politik abhandelt. Hier wie im Betrieb waren die Unternehmer und ihre Verbände – in herrschaftskonservativer Absicht – sozialtechnisch und organisatorisch innovativ. Und Billeter meint, daß unter den gegebenen sozialen sowie innen- und außenpolitischen Bedingungen die Überzeugungs- und Erziehungsstrategie der Arbeitgeber recht erfolgreich war. Denn die sozialistische Metallarbeiter-Gewerkschaft ließ sich zunehmend auf eine marktwirtschaftliche Wirtschaftsrationalität ein, und schließlich schloß sie 1937 mit dem »Friedensabkommen« eine Übereinkunft mit den Arbeitgebern über loyale, friedliche, kollektivvertraglich begründete Kooperation. Sie zeichnet umgekehrt aber auch einen Prozeß des Umdenkens seitens der Arbeitgeber nach, die die Macht und Rationalität der gewerkschaftlichen Massenorganisation zu respektieren lernten.

Die Arbeit basiert im wesentlichen auf publiziertem Material der Verbände, das die Vf. kritisch und genau interpretiert. Manches wird dem Kenner der Geschichte nicht neu sein. Aber: Bei Billeter's Arbeit handelt es sich insgesamt um die erste systematischere Übersichtsdarstellung über die Herrschafts- und Machtstrategien der Unternehmer in der schweizerischen Metall- und Maschinenbauindustrie, die unbedingt zu empfehlen ist. Die Urteile und Einschätzungen sind zweifellos korrekt, wenn auch bisweilen methodisch nicht ganz schlüssig